

● (5.20 p.m.)

[Traduction]

M. Peeters: Monsieur le président, à titre de représentant d'une vaste région du Nord de l'Ontario où l'on estime ce genre de mesure législative comme étant très avantageux à cause de certains facteurs, je suis fort déçu de l'application de cette loi ainsi que de l'administration du ministère de l'Industrie à son égard. Il est vrai que certaines régions du Canada ont besoin plus que toutes les autres de l'aide du gouvernement pour développer leurs industries. Vous vous rappellerez, monsieur le président, les clameurs, il y a un an ou deux, lorsque la circonscription du premier ministre a été frappée de chômage par suite de la fermeture de l'industrie de l'uranium. Vous vous souviendrez aussi qu'alors le gouvernement a dépensé des millions de dollars pour aider cette industrie, ce dont le parti libéral ne peut se féliciter mais doit plutôt se faire des reproches.

● (5.30 p.m.)

Rappelez-vous Nickel-Belt qui a fourni de l'uranium aux États-Unis. La ville s'est pour ainsi dire désagrégée du jour au lendemain lorsque l'industrie est devenue inutile et le Parlement dut la déclarer région de marasme. Je suis persuadé que tous les Canadiens ont approuvé cette mesure car bien des gens furent déplacés et beaucoup d'argent fut gaspillé tant on escomptait que le centre minier existerait pendant de nombreuses années.

Certaines personnes ont parlé cet après-midi contre des choses survenues dans le passé. Je sais que des encouragements de ce genre produisent des anomalies là où ils sont censés aider. Nous savons tous ce qui se passe à Brantford. Certains d'entre nous connaissons la situation à Waterloo. Nous ne sommes pas sans savoir que cette mesure législative a causé bien des ennuis entre agglomérations ou régions qui ont pu en bénéficier et celles qui ne l'ont pas pu. Kirkland-Lake est un bon exemple d'une région qui n'a pas été acceptée. Renfrew est dans la même situation ainsi que diverses autres collectivités dans toutes les provinces canadiennes. Ce sont là des collectivités qui s'éteignent lentement au fil des années.

La commission industrielle de Kirkland-Lake est venue à deux reprises voir certains fonctionnaires à Ottawa en vue d'obtenir de l'aide pour l'aménagement de l'industrie secondaire. La première fois, elle a appris avec surprise qu'il n'appartenait pas uniquement au ministère du Travail de décider des critères, du programme d'encouragement et de l'établissement des régions désignées. Elle a été surprise d'apprendre que le ministère du Travail considérait Kirkland-Lake comme une région assez bien partagée, à cause de

deux facteurs. D'abord, parce qu'il n'y avait pas de chômage, ce qui se comprend assez facilement. Ensuite, c'est que, dans la région, la moyenne du revenu n'est pas très élevée. Ne pourrais-je pas considérer que le canton où je vis est l'un des plus riches au pays, si je me servais de données statistiques de ce genre. Je suis peut-être l'un des rares contribuables de ma région, mais à cause du revenu que je touche, ces données peuvent indiquer qu'il s'agit d'une région qui fournit de gros versements fiscaux. Il est certain que les cultivateurs de ma région ne paient pas beaucoup d'impôts; si donc l'on se sert de critères de ce genre, la situation devient ridicule. C'est peut-être ce qui arrive à Kirkland-Lake.

Quant au chômage, nous avons un bureau d'assurance-chômage qu'il a fallu subdiviser en succursales il y a quelques années, en raison de la diversité de l'industrie dans la région. Je croyais que c'était juste et raisonnable, et dans l'intérêt des gens que ces bureaux desservent. Mais il en est résulté que les employés de l'industrie forestière, dont le travail est saisonnier, se sont joints à la population agricole et ont été transférés au nouveau bureau d'assurance-chômage à New-Liskeard. Le bureau de Kirkland-Lake a gardé une population ouvrière stable, et il n'y a donc pas de chômage.

Vous serez peut-être surpris d'apprendre qu'il n'y a pas de jeunes inscrits sur la liste des demandes d'emploi à Kirkland-Lake, parce qu'il n'y a pas d'emplois disponibles sur les lieux. Ils savent qu'à leur sortie de l'institut local ou de l'école secondaire ou professionnelle, ils doivent se rendre à Toronto pour trouver un emploi. Ils émigrent donc à Toronto et s'y établissent. Ils ne s'inscrivent jamais à Kirkland-Lake. Peut-être aurions-nous dû inscrire toutes les personnes sans emploi à Kirkland-Lake; si nous le faisons, le nombre de nos chômeurs serait immédiatement triplé. Ces personnes ne sont pas stupides. Ils savent très bien quels sont les emplois disponibles et ils ne demandent pas d'emplois qui n'existent pas. Ils ne veulent pas figurer dans ces chiffres, absurdes à mes yeux.

Il y a moins d'un an est survenu un grave accident dans une mine de ma région. Ces mines ont plus d'un mille de profondeur et ont atteint leur seuil de production. Deux hommes furent tués l'automne dernier dans une de ces mines, et aussitôt elle a fermé ses portes. Il a deux semaines, il y a eu une secousse très grave à la mine Lakeshore qui a dû fermer, elle aussi, pour les opérations de récupération. Cela a entraîné le congédiement de 600 personnes. Je n'ai pas pu vérifier les chiffres, car je ne sais pas où les trouver, mais